



Département LOIRE-ATLANTIQUE
Canton Saint-Nazaire 2
Commune TRIGNAC
Objet : Débit de boisson « Concours de belote » 28 février 2026

AR_20260116_02

République Française
Liberté – Egalité – Fraternité
ARRETE DU MAIRE

ARRETE DU MAIRE

**Autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire
à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique**

Le Maire de la Ville de **TRIGNAC**,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2212-1 et L2212-2,

Vu le code de la santé publique et notamment, ses articles L 3321-1 et L 3334-2, alinéa 1,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture de débits de boissons temporaires du **3ème groupe**,
présentée le **08 janvier 2026** par :

██████████ agissant pour le compte de l'association « Tennis de Table
Trignac » ██████████ qui souhaite ouvrir une buvette temporaire de
groupe 3 à l'occasion de l'évènement « **Concours de belote** », cette manifestation est prévue le
samedi 28 février 2026 de 13h00 à 23h00 à la salle des Fêtes René Vautier.

Considérant que cette manifestation correspond à la définition prévue à l'article L 3334-2 alinéa 1 du
code de la santé publique (foire, vente ou fête publique...),

ARRETE :

Article 1^{er} : ██████████ est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire de
catégories 3, le jour précité.

Article 2 : Les boissons mises en vente sont limitées strictement à celles comprises dans le(s)
groupe(s) ci-dessus indiqué(s) et les horaires devront être strictement respectés.

Article 3 : Toute infraction à la réglementation applicable en matière de débits de boissons sera
constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements.

Article 4 : Le présent arrêté sera transmis :

- au bénéficiaire
- à la police municipale
- à la gendarmerie

Fait à Trignac le

21/01/2026

Claude AUFORT
Le Maire,



Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent arrêté peut
faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette BP 24111 44401
NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente
peut être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.